

Le maïs toujours debout !

Face à une campagne 2025 jalonnée d'aléas climatiques, de pressions économiques et de contraintes réglementaires, le maïs a, une fois encore et malgré des résultats en baisse, démontré sa grande capacité de résilience. Alors que la situation aurait pu être catastrophique, il a su tirer parti de chaque pluie, de chaque rayon de soleil, soutenu par le savoir-faire des agriculteurs et les progrès constants de la sélection variétale. Certes, les rendements ne sont pas uniformes, mais la solidité de la filière, la qualité des récoltes et la mobilisation collective offrent un signal encourageant. Le maïs prouve qu'avec de l'adaptation, de l'innovation et de la confiance, il reste un pilier stratégique pour nos territoires et nos exploitations.

Le chiffre du mois

88,5 q/ha, c'est l'estimation de résultat de campagne 2025 pour le maïs grain, en baisse de 3,4% par rapport à la moyenne quinquennale

MARCHÉS

LE « SHUTDOWN » ENTRETIENT LE FLOU SUR LE MARCHÉ DU MAÏS

L'absence de publications de l'USDA du fait du « shutdown » entraîne un manque de transparence sur le marché qui rend les opérateurs prudents. Les prix continuent toutefois leur consolidation à Chicago tandis qu'en Europe, le maïs peine à rebondir.

Accord sino-américain : simple trêve ?

Le « shutdown », arrêt partiel des activités du gouvernement américain faute d'accord budgétaire, a conduit au mois d'octobre à l'arrêt des publications de l'USDA qui rythment habituellement l'évolution des prix à Chicago.

Cette situation entretient un certain flou sur les fondamentaux en l'absence de données officielles sur le rythme de la récolte, le niveau des exportations, de positionnement des fonds non-commerciaux mais également en l'absence de mise à jour des bilans mensuels.

Les informations disponibles laissent cependant toujours entendre que le rendement record attendu aux Etats-Unis est légèrement surévalué et que la demande à l'export poursuit sa dynamique record, de quoi réviser en baisse les stocks américains quand l'USDA reprendra ses publications et espérer une réaction positive des prix.

Dans ce contexte, les opérateurs restent prudents et avec peu d'informations sur les fondamentaux, les rumeurs, annonces politiques et internationales dominent les débats. C'est le cas plus particulièrement avec des relations commerciales avec la Chine, marquées par un regain de tensions au mois d'octobre. Le pays n'achète plus de soja américain depuis mai dernier alors qu'il importe habituellement un quart de la production américaine. Cette situation pénalise également le maïs car elle laisse présager du maintien de surfaces élevées l'an prochain dans la Corn Belt.

C'est pourquoi la tournée diplomatique en Asie de Donald Trump a été particulièrement suivie, notamment sa rencontre avec Xi Jinping. Si celui-ci a

confirmé que la Chine reprendrait ses achats de soja américain, suscitant une réaction positive des marchés, les engagements restent encore flous. Par ailleurs, les besoins chinois sont désormais bien couverts et le soja américain manque de compétitivité par rapport à l'origine brésilienne. Il pourrait donc s'agir d'une simple trêve sans effet de long terme sur les marchés agricoles.

En Amérique du Sud, les semis de maïs ont débuté. En Argentine, les ils étaient réalisés à 34 % au 22/10, le second meilleur rythme pour cette date. Les producteurs ne devraient toutefois pas pouvoir faire autant de semis précoces, présentant le potentiel de rendement le plus important, avant la traditionnelle pause de novembre car les pluies importantes limitent les chantiers dans l'Est de la zone de production.

Au Brésil, les semis de soja, précédant le maïs safrinha (2e récolte) ont pris du retard du fait du manque de pluies dans le Centre-Ouest. Cependant, les débits de chantiers sont tels que ce retard peut encore être aisément compensé au retour d'une météo favorable.

UE : importations de maïs au ralenti

La récolte de maïs européenne est confirmée à environ 55 Mt, son plus mauvais niveau depuis 2007 du fait notamment de très mauvaises récoltes dans le bassin du Danube. Cela ne se traduit pas pour autant par une explosion des importations de maïs qui se situent à 5 Mt fin octobre contre 6,4 Mt en moyenne. Cela s'explique par la présence de volumes de blés fourragers conséquents et compétitifs mais également par un certain retard de la récolte ukrainienne de maïs, avec un peu plus d'un tiers du maïs récolté à la fin octobre. Cela s'explique par des semis tardifs et un automne humide limitant le séchage du grain. Ce retard se traduit par une fermeté des prix ukrainiens sur le marché et par des inquiétudes sur la qualité sanitaire du grain.

Par ailleurs, du fait de baisse des taux limités aux Etats-Unis, des difficultés politiques en France et du ralentissement économique européen, l'euro a perdu

un peu de sa force et s'est stabilisé fin octobre à 1,16 dollar ce qui soulage très légèrement la pression sur les prix des céréales européennes.

Cela ne suffit pour autant pas à faire rebondir les prix du maïs français qui restent stables, à un niveau bas. Sur l'échéance novembre 2025, d'Euronext, le support des 185 €/t a tenu. Les prix physiques se situent entre 155 et 175 €/t selon la région.

A l'export, le maïs français maintient sa compétitivité face aux maïs importés, américains ou ukrainien, mais doit faire face en alimentation animale à des volumes de blés fourragers européens conséquents et compétitifs. Il en va de même en France où le manque de compétitivité du maïs en alimentation animale s'est confirmé au cours du mois d'octobre

CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'AGPM

BILAN DE CAMPAGNE ET ENJEUX POLITIQUES

A l'occasion de sa conférence de presse annuelle tenue le 14 octobre autour du bilan de la campagne 2025 et des enjeux de la filière, l'AGPM a porté un message fort : les producteurs de grandes cultures en général et de maïs en particulier, font face à une crise multifactorielle sans précédent multifactorielle qui doit nous alerter. L'addition d'une conjoncture économique délétère, d'entraves à l'acte de production multipliées et de concurrences déloyales croissantes sans aucune protection de nos marchés, nous mettent en risque majeur. L'heure est grave, il faut agir rapidement !

Une campagne 2025 soumise à rudes épreuves

Après un cycle très exposé à de nombreux aléas climatiques, notamment durant la période estivale, les résultats de la campagne se révèlent, comme attendu, dans une moyenne basse. A noter, que selon nos estimations, les surfaces de maïs grain à près d'1,45 million d'hectares sont en baisse de 5 %, après une hausse importante de 12 % en 2024. Les données de l'institut Arvalis annoncent une production de 12,9 millions de tonnes de maïs grain soit une baisse de 4,2 % par rapport à la moyenne 2020-2024 et un rendement de 88,5 quintaux/hectare, soit une diminution de 3,4 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette instabilité en termes de niveau des surfaces et de rendement, année après année, doit interroger dans un contexte où, en France, comme en Europe, la tendance de fond est à la contraction des surfaces et de la production de maïs. On rappelle que la France a perdu 500 000 hectares en 10 ans et l'Europe près d'1 million. Nous avons donc besoin instamment d'apporter de la sécurité aux agriculteurs

dans leur capacité à bénéficier de moyens de production adaptés et de prix rémunérateurs pour favoriser le choix de la plante maïs dans les assolements.

Aujourd'hui, le compte n'y est pas et l'AGPM tient à alerter sur les conséquences à court terme d'une conjonction de problématiques mortifères pour la filière maïs :

- Une conjoncture économique délétère qui appelle à activer la réserve de crise l'Union européenne rapidement et à ne pas augmenter la fiscalité des exploitations dans le cadre des PLF et PLFSS 2026
- Des moyens de production qui doivent être libérés pour encourager la production et l'avenir de notre agriculture, de nos filières et de nos territoires
- Une concurrence déloyale accrue et un manque de cohérence globale qu'il faut corriger pour garantir la protection de nos marchés et répondre à notre objectif de souveraineté

La situation pour les producteurs de grandes cultures en général, et de maïs en particulier est aujourd'hui critique. Sans des réponses à nos demandes et des actes concrets, c'est leur survie qui est en jeu !

PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) 2026

SE BATTRE CONTRE L'AUGMENTATION BRUTALE DE LA FISCALITÉ DES BIOCARBURANTS D'ORIGINE AGRICOLE PRÉVUE PAR LE GOUVERNEMENT

L'AGPM, alliée avec la FNSEA, la FOP, Terres Univia, Esteri France, l'AGPB, la CGB et Bioéthanol France, mène un combat d'ampleur dans le cadre du PLF 2026 pour sauver les filières de production de biocarburants d'origine agricole (E85 & B100) dont la pérennité est menacée par une augmentation brutale de la fiscalité. En effet, dans la version du PLF 2026 déposé par le gouvernement est prévue une augmentation de la fiscalité de 380 % pour l'E85 et de 400 % pour le B100 : de quoi mettre un coup d'arrêt net au développement de ces filières d'intérêts pour les producteurs de grandes cultures. Alors que ces carburants sont une alternative durable et décarbonée aux carburants d'origine fossile, on estime que cette mesure fragiliserait près de 120 000 exploitations agricoles, menacerait 30 000 emplois directs, indirects et induits liés à la filière dans les territoires français et représenterait un préjudice potentiel de près de 2 milliards d'euros sur la balance commerciale de la France. Côté pouvoir d'achat, l'E85 reste le carburant le moins cher et de loin pour les automobilistes, ce qui représente un vrai atout pour ce débouché du maïs. Ainsi, les filières des biocarburants dont l'AGPM se sont

pleinement mobilisées auprès des médias, mais surtout du Gouvernement et des parlementaires dans le cadre de l'examen parlementaire du PLF pour que cette mesure soit supprimée. Si le chemin est encore long, deux victoires sont à noter : le vote d'un amendement de suppression de la mesure par une large majorité de députés à la fois en Commission des Affaires économiques mais également en séance publique à l'Assemblée nationale le 3 novembre, et ce malgré l'hostilité du gouvernement. Il faudra maintenant veiller à ce que cette position soit tenue dans le reste du parcours législatif du PLF 2026 !

CLUB PARLEMENTAIRE AGRICULTURE & ALIMENTATION : FRANCK LABORDE, PRÉSIDENT DE L'AGPM, INVITÉ À LA TABLE D'HONNEUR POUR ÉVOQUER LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Mardi 14 octobre se tenait une nouvelle édition du Club Agriculture et Alimentation présidé par Julien Dive (député LR) et Pascal Lecamp (député MODEM), consacrée au sujet « De quelle PAC l'agriculture française a-t-elle besoin ? ». Surinvitation des deux présidents, Franck Laborde a été convié à prendre la parole dans le tour de la table d'honneur, aux côtés de Jean-François Rapin, président de la Commission des affaires européennes du Sénat et de Michel Dantin, ancien député européen. Ainsi Franck Laborde, devant de nombreux députés et sénateurs, a pu rappeler l'objectif de la PAC, qui doit être un outil commun pour servir une priorité stratégique claire et répondre aux besoins des agriculteurs. Il s'est notamment opposé fermement les premières orientations mises sur la table par la Commission européenne notamment la baisse du budget de 20 % pendant qu'on ratifie par ailleurs l'accord avec le Mercosur et a appelé à doter la PAC d'un budget ambitieux indexé sur l'inflation, à la recentrer sur l'acte de production et à limiter les subsidarités.

BILAN FRANÇAIS DU MAÏS			
Prévisionnel octobre 2025 (1 000 t)		2024 /25	Prév. 2025 /26
Ressources	Stock départ	1 999	2 206
	Collecte	12 105	11 032
	Importations	501	450
Utilisations	FAB	2 971	2 870
	Util. humaines et indus.	2 473	2 485
	Exportations	5 412	5 111
	Autres	1 542	1 270
Stock final (ressources - utilisations)		2 206	1 953

